

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200791]

23 JANVIER 2014. — Décret modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 26bis, § 1^{er}, 5^o, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié par les décrets du 2 avril 1998 et du 8 décembre 2005, le nombre « 89 » est remplacé par le nombre « 112ter ».

Art. 3. Dans l'article 40 de la même loi, modifié par le décret du 2 avril 1998, les alinéas 4 et 5 sont abrogés.

Art. 4. Dans l'article 42, § 1^{er}, de la même loi, l'alinéa 14 est abrogé.

Art. 5. L'article 53 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 53. Tout membre du personnel ayant fait l'objet d'une décision de révocation ou de démission d'office non annulée par le gouverneur de province peut introduire un recours en annulation auprès du Gouvernement contre cette décision. Le membre du personnel faisant l'objet d'une mesure de révocation ou de démission d'office est immédiatement informé, par le centre public d'action sociale, de la date à laquelle la décision de révocation ou de démission d'office est notifiée au gouverneur de province ainsi que de l'absence d'annulation, par celui-ci, de cette mesure de révocation ou de démission d'office. Le recours doit être exercé dans un délai de trente jours qui débute le troisième jour qui suit le jour où le centre public d'action sociale a notifié au membre du personnel concerné l'information selon laquelle le gouverneur n'a pas annulé la décision concernée. Le membre du personnel notifie son recours au Gouvernement et au centre public d'action sociale au plus tard le dernier jour du délai de recours. ».

Art. 6. Dans l'article 78, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « après avis du collège communal » sont abrogés.

Art. 7. Dans l'article 79 de la même loi, modifié par le décret du 2 avril 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le 1^o est abrogé;

2^o dans le paragraphe 3, alinéa 2, le 1^o est abrogé.

Art. 8. Dans l'article 88 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les alinéas 5 à 10 sont abrogés;

2^o dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « au § 1^{er} » sont remplacés par les mots « à l'article 112bis »;

3^o le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 89 de la même loi, les alinéas 2 à 5 sont abrogés.

Art. 10. L'article 90 de la même loi est abrogé.

Art. 11. L'article 110 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 110. Tout recours est motivé et introduit dans le délai prescrit. Le jour de la réception de la décision n'est pas inclus dans le délai.

Toute décision de l'autorité de tutelle est formellement motivée et notifiée à l'autorité concernée et, le cas échéant, aux intéressés.

L'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai. Le Gouvernement peut organiser la notification par la voie électronique conformément aux modalités qu'il détermine. ».

Art. 12. L'article 110bis de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 110bis. § 1^{er}. Le point de départ du délai est le jour de la réception par l'autorité de tutelle de l'acte accompagné des pièces justificatives.

Le jour de la réception n'est pas inclus dans le délai.

Le Gouvernement peut autoriser la transmission de l'acte accompagné de ses pièces justificatives à l'autorité de tutelle par la voie électronique conformément aux modalités qu'il détermine.

§ 2. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

On entend par jour férié au sens du présent décret les jours suivants : le 1^{er} janvier, le lundi de Pâques, le 1^{er} mai, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, le 21 juillet, le 15 août, le 27 septembre, les 1^{er}, 2, 11 et 15 novembre, les 25 et 26 décembre ainsi que les jours déterminés par décret ou par arrêté du Gouvernement.

La computation du délai est suspendue entre le 15 juillet et le 15 août. ».

Art. 13. L'intitulé de la section 2 du chapitre IX de la même loi, insérée par le décret du 2 avril 1998, est remplacé par « De la tutelle générale d'annulation sur les actes des centres publics d'action sociale ».

Art. 14. L'article 111 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 111. § 1^{er}. Les actes des centres publics d'action sociale portant sur les objets suivants sont transmis au gouverneur de province, accompagnés de leurs pièces justificatives, dans les quinze jours de leur adoption, et ne peuvent pas être mis à exécution avant d'avoir été ainsi transmis :

1^o le règlement d'ordre intérieur du conseil de l'action sociale, ainsi que ses modifications;

2^o l'octroi d'une rémunération, d'un jeton de présence ou d'un avantage de toute nature aux membres du conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux;

3° l'octroi d'une rémunération ou d'un avantage de toute nature aux membres du personnel du secrétariat du président du conseil de l'action sociale;

4° pour ce qui concerne les actes relatifs aux marchés publics :

a) l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant H.T.V.A. excédant ceux repris au tableau ci-dessous :

	Adjudication ouverte/ Appel d'offres ouvert	Adjudication restreinte/ Appel d'offres restreint/ Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	250.000 euros	125.000 euros	62.000 euros
Fournitures et services	200.000 euros	62.000 euros	31.000 euros

b) l'avenant apporté aux marchés de travaux, de fournitures et de services visés au a) qui porte au minimum sur 10 pour cent du montant initial du marché;

c) l'avenant apporté à ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des avenants successifs atteint au minimum 10 pour cent du montant initial du marché.

§ 2. Le gouverneur de province peut, dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives, annuler tout ou partie de l'acte par lequel un centre public d'action sociale viole la loi ou blesse l'intérêt général.

Le gouverneur de province peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir, d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 1^{er}.

L'acte n'est plus susceptible d'annulation si le gouverneur de province n'a pas notifié sa décision dans le délai. ».

Art. 15. L'article 112 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 112. § 1^{er}. La liste des décisions prises par le centre public d'action sociale, à l'exclusion des décisions d'octroi d'aide individuelle et de récupération, est transmise au collège communal dans les dix jours suivant la séance au cours de laquelle les décisions sont adoptées.

Le collège communal peut solliciter une ou plusieurs décisions figurant dans la liste. Cette demande doit être introduite dans les dix jours de la réception de la liste. Le jour de la réception de la liste n'est pas inclus dans le délai. Le centre public d'action sociale transmet au collège communal, dans les dix jours de la demande, la ou les décisions qu'il a sollicitées. Le jour de la réception de la demande n'est pas inclus dans le délai.

Le collège communal peut introduire un recours, auprès du gouverneur de province, contre la ou les décisions qu'il a sollicitées. Ce recours doit être introduit dans les dix jours de la réception de la décision du centre public d'action sociale. Le jour de la réception de la décision n'est pas inclus dans le délai.

Saisi d'un recours, le gouverneur de province réclame, au centre public d'action, l'acte accompagné de ses pièces justificatives.

§ 2. Sans préjudice du droit d'évocation du gouverneur de province, un conseiller de l'action sociale ou toute personne intéressée peut introduire, auprès du gouverneur de province, un recours à l'encontre d'une décision du centre public d'action sociale, dans un délai de trente jours à dater de l'adoption de la décision.

Saisi d'un recours, le gouverneur de province réclame, au centre public d'action, l'acte accompagné de ses pièces justificatives.

§ 3. Le gouverneur de province peut réclamer au centre public d'action sociale, la transmission de toute délibération, accompagnée de ses pièces justificatives, en vue d'exercer la tutelle générale d'annulation à laquelle sont soumis tous les actes autres que ceux visés aux articles 112*bis* à 112*quinquies*.

§ 4. En application des paragraphes 1^{er} à 3, le gouverneur de province peut, dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives, annuler tout ou partie de l'acte par lequel un centre public de l'action sociale viole la loi ou blesse l'intérêt général.

Le gouverneur de province peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir, d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 1^{er}.

L'acte n'est plus susceptible d'annulation si le gouverneur de province n'a pas notifié sa décision dans le délai. ».

Art. 16. Dans le chapitre IX de la même loi, intitulé « De la tutelle administrative », il est inséré, après l'article 112, une section 2*bis* « De la tutelle spéciale d'approbation sur les actes des centres publics d'action sociale ».

Art. 17. Dans la section 2*bis*, insérée par l'article 16, l'article 112*bis*, inséré par le décret du 2 avril 1998 et modifié par la loi du 7 janvier 2002 et le décret du 8 décembre 2005 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 112*bis*. § 1^{er}. Les actes des centres publics d'action sociale portant sur le budget du centre public d'action sociale visé à l'article 88, § 1^{er}, sont soumis, avant le 15 septembre de l'année précédant l'exercice, à l'approbation du conseil communal.

Ce budget est commenté par le président du centre lors des séances du conseil communal à l'ordre du jour desquelles est inscrite son approbation.

Le conseil communal prend sa décision dans les quarante jours de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives.

Le conseil communal peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 3.

A défaut de décision dans le délai, l'acte est exécutoire.

Le conseil communal peut inscrire au budget du centre public d'action sociale, des prévisions de recettes et des postes de dépenses; il peut les diminuer, les augmenter ou les supprimer et rectifier des erreurs matérielles.

L'approbation peut être refusée pour violation de la loi ou lésion de l'intérêt général.

§ 2. Le centre public d'action sociale dont le budget a fait l'objet d'une décision de refus d'approbation, d'une décision d'approbation partielle ou d'une décision de réformation de la part du conseil communal, peut introduire un recours auprès du gouverneur de province dans les dix jours de la réception de la décision du conseil communal. Une copie du recours est adressée au conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Le gouverneur de province peut approuver ou ne pas approuver, selon le cas, tout ou partie de la décision du conseil communal dans les trente jours de la réception du recours.

Le gouverneur de province peut inscrire au budget du centre public d'action sociale des prévisions de recettes et des postes de dépenses; il peut les diminuer, les augmenter ou les supprimer et rectifier des erreurs matérielles.

A défaut de décision dans ce délai, la décision querellée est réputée confirmée.

§ 3. Les paragraphes 1^{er} et 2 sont applicables à toute modification budgétaire visée à l'article 88, § 2.

§ 4. A défaut pour le conseil de l'action sociale d'arrêter les budgets ou de pourvoir à une modification budgétaire qui s'avère nécessaire soit pour faire face à des circonstances imprévues, soit pour payer une dette du centre reconnue et exigible, il est fait application de l'article 113.

Si le conseil de l'action sociale omet d'arrêter les budgets du centre dans le délai prévu par la loi, le collège communal peut mettre le centre en demeure. Si le conseil de l'action sociale omet d'arrêter les budgets dans les deux mois de la mise en demeure, le conseil communal peut se substituer au conseil de l'action sociale et arrêter les budgets du centre en lieu et place du conseil de l'action sociale. Ces budgets sont notifiés par le conseil communal au conseil de l'action sociale.

La décision du conseil communal est susceptible de faire l'objet d'un recours par le centre public d'action sociale auprès du gouverneur de province, qui est doté de la même compétence que celle visée au paragraphe 2. ».

Art. 18. Dans la section *2bis*, insérée par l'article 16, il est inséré un article 112^{ter}, rédigé comme suit :

« Art. 112^{ter}. § 1^{er}. Les actes des centres publics d'action sociale portant sur le compte visé à l'article 89, alinéa 1^{er}, sont soumis avant le 1^{er} juin qui suit la clôture de l'exercice, à l'approbation du conseil communal. Le rapport annuel est communiqué au conseil communal à titre de commentaire des comptes.

Ce compte est commenté par le président du centre lors de la séance du conseil communal à l'ordre du jour de laquelle est inscrite son approbation.

Le conseil communal prend sa décision dans les quarante jours de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives.

Le conseil communal peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 3.

A défaut de décision dans le délai, l'acte est exécutoire.

L'approbation peut être refusée uniquement pour violation de la loi.

§ 2. Le centre public d'action sociale dont le compte a fait l'objet d'une décision de refus d'approbation ou d'une décision d'approbation partielle de la part du conseil communal, peut introduire un recours auprès du gouverneur de province dans les dix jours de la réception de la décision du conseil communal. Une copie du recours est adressée au conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Le gouverneur de province peut approuver ou ne pas approuver, selon le cas, tout ou partie de la décision du conseil communal dans les trente jours de la réception du recours.

A défaut de décision dans ce délai, la décision querellée est réputée confirmée. ».

Art. 19. Dans la section *2bis*, insérée par l'article 16, il est inséré un article 112^{quater}, rédigé comme suit :

« Art. 112^{quater}. § 1^{er}. Les actes des centres publics d'action sociale portant sur la fixation du cadre du personnel ainsi que sur le statut visé à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 9 sont soumis à la tutelle spéciale d'approbation du conseil communal. Ils sont transmis, accompagnés de leurs pièces justificatives, au conseil communal dans les quinze jours de leur adoption.

Le conseil communal prend sa décision dans les quarante jours de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives.

Le conseil communal peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 2.

A défaut de décision dans le délai, l'acte est exécutoire.

L'approbation peut être refusée pour violation de la loi ou lésion de l'intérêt général.

§ 2. Le centre public d'action sociale dont l'acte relatif à la fixation du cadre du personnel ou au statut visé à l'alinéa 9 de l'article 42 a fait l'objet d'une décision de refus d'approbation ou d'une décision d'approbation partielle de la part du conseil communal, peut introduire un recours auprès du gouverneur de province dans les dix jours de la réception de la décision du conseil communal. Une copie du recours est adressée au conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Le gouverneur de province peut approuver ou ne pas approuver, selon le cas, tout ou partie de la décision du conseil communal dans les trente jours de la réception du recours.

A défaut de décision dans ce délai, la décision querellée est réputée confirmée. ».

Art. 20. Dans la section *2bis*, insérée par l'article 16, il est inséré un article 112^{quinquies}, rédigé comme suit :

« Art. 112^{quinquies}. § 1^{er}. Les actes des centres publics d'action sociale portant sur la création et la prise de participation dans les intercommunales, les associations de projet, les associations visées au chapitre XII ainsi que dans les associations ou les sociétés de droit public ou de droit privé, autres qu'intercommunale ou association de projet, susceptibles d'engager les finances communales, sont soumis à la tutelle spéciale d'approbation du conseil communal. Ils sont transmis, accompagnés de leurs pièces justificatives, au conseil communal dans les quinze jours de leur adoption.

Le conseil communal prend sa décision dans les quarante jours de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives.

Le conseil communal peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 2.

A défaut de décision dans le délai, l'acte est exécutoire.

L'approbation peut être refusée pour violation de la loi ou lésion de l'intérêt général.

§ 2. Le centre public d'action sociale dont l'acte relatif à la création et la prise de participation dans les intercommunales, les associations de projet, les associations visées au chapitre XII ainsi que dans les associations ou les sociétés de droit public ou de droit privé, autres qu'intercommunales ou association de projet, susceptible d'engager les finances communales, a fait l'objet d'une décision de refus d'approbation ou d'une décision d'approbation partielle de la part du conseil communal, peut introduire un recours auprès du gouverneur de province dans les dix jours de la réception de la décision du conseil communal. Une copie du recours est adressée au conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Le gouverneur de province peut approuver ou ne pas approuver, selon le cas, tout ou partie de la décision du conseil communal dans les trente jours de la réception du recours.

A défaut de décision dans ce délai, la décision querellée est réputée confirmée. ».

Art. 21. Dans le chapitre IX de la même loi, intitulé « De la tutelle administrative », il est inséré une section 2^{ter} « De la tutelle sur les actes des associations visées au chapitre XII ».

Art. 22. Dans la section 2^{ter}, insérée par l'article 21, il est inséré un article 112^{sexies}, rédigé comme suit :

« Art. 112^{sexies}. § 1^{er}. Les actes des associations visées au chapitre XII de la présente loi portant sur les objets suivants sont transmis au Gouvernement, accompagnés de leurs pièces justificatives, dans les quinze jours de leur adoption, et ne peuvent être mis à exécution avant d'avoir été ainsi transmis :

- 1° la composition du conseil d'administration et de ses organes restreints;
- 2° l'octroi d'une rémunération, d'un jeton de présence ou d'un avantage de toute nature aux membres des organes de gestion;
- 3° le règlement d'ordre intérieur des organes de gestion;
- 4° pour ce qui concerne les actes relatifs aux marchés publics :

a) l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant H.T.V.A. excédant ceux repris au tableau ci-dessous :

	Adjudication ouverte/ Appel d'offres ouvert H.T.V.A.	Adjudication restreinte/ Appel d'offres restreint/ Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	250.000 euros	125.000 euros	62.000 euros
Fournitures et services	200.000 euros	62.000 euros	31.000 euros

b) l'avenant apporté aux marchés de travaux, de fournitures et de services visés au a) qui porte au minimum sur 10 pour cent du montant initial du marché;

c) l'avenant apporté à ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des avenants successifs atteint au minimum 10 pour cent du montant initial du marché.

§ 2. Le Gouvernement peut, dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives, annuler tout ou partie de l'acte par lequel une association visée au chapitre XII de la présente loi viole la loi ou blesse l'intérêt général.

Le Gouvernement peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir, d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 1^{er}.

L'acte n'est plus susceptible d'annulation si le Gouvernement n'a pas notifié sa décision dans le délai.

§ 3. Les actes non visés au paragraphe 1^{er} sont soumis à la tutelle d'annulation du Gouvernement sur recours. L'annulation peut intervenir pour violation de la loi ou lésion de l'intérêt général.

Le Gouvernement peut réclamer aux associations visées au chapitre XII de la présente loi, la transmission de toute délibération qu'il désigne, accompagnée de ses pièces justificatives.

Le Gouvernement peut dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives, annuler tout ou partie de l'acte par lequel une association visée au chapitre XII de la présente loi viole la loi ou blesse l'intérêt général.

Le Gouvernement peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir, d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 3.

L'acte n'est plus susceptible d'annulation si le Gouvernement n'a pas notifié sa décision dans le délai. ».

Art. 23. Dans la section 2^{ter}, insérée par l'article 21, il est inséré un article 112^{septies}, rédigé comme suit :

« Art. 112^{septies}. § 1^{er}. Les actes des associations visées au chapitre XII de la présente loi, portant sur les objets suivants sont soumis, dans les quinze jours de leur adoption, à l'approbation du Gouvernement :

- 1° l'adoption ou la modification des statuts de l'association;
- 2° les dispositions générales en matière de personnel;
- 3° les comptes annuels;
- 4° le rééchelonnement d'emprunts souscrits;
- 5° les garanties d'emprunts.

§ 2. Le Gouvernement prend sa décision dans les quarante jours de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives.

Le Gouvernement peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 1^{er}.

A défaut de décision dans le délai, l'acte est exécutoire.

L'approbation peut être refusée pour violation de la loi ou lésion de l'intérêt général. ».

Art. 24. L'article 114 de la même loi est abrogé.

Art. 25. L'article 119 de la même loi est abrogé.

Art. 26. Dans l'article 122, alinéa 1^{er} de la même loi, le nombre « 119 » est remplacé par le nombre « 112septies ».

Art. 27. Dans l'article 126 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 2 et 3 sont abrogés;

2° au paragraphe 6, les mots « aux paragraphes 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « au paragraphe 4 ».

Art. 28. Dans l'article 128, § 2 de la même loi, modifié par le décret du 2 avril 1998, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 29. Dans l'article 131 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « et autorisée au préalable » sont abrogés;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 30. L'alinéa 2 de l'article 132 de la même loi est abrogé.

Art. 31. L'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2011 portant exécution de l'article 111, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, est abrogé.

Art. 32. Le présent décret entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 913 (2013-2014). N^{os} 1 à 3bis et 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 22 janvier 2014.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200791]

23 JANUARI 2014. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 26bis, § 1, 5°, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de decreten van 2 april 1998 en 8 december 2005, wordt « 89 » vervangen door « 112ter ».

Art. 3. In artikel 40 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 2 april 1998, worden het vierde lid en het vijfde lid opgeheven.

Art. 4. In artikel 42, § 1, van dezelfde wet wordt het veertiende lid opgeheven.

Art. 5. Artikel 53 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 53. Elk personeelslid dat het voorwerp is geweest van een besluit tot ontslag van ambtswege of tot afzetting dat niet nietig is verklaard door de provinciegouverneur kan tegen dat besluit een beroep tot nietigverklaring bij de Regering indienen. Het personeelslid dat het voorwerp is van een maatregel tot afzetting of ontslag van ambtswege

wordt door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn onmiddellijk in kennis gesteld van de datum waarop het besluit tot afzetting of ontslag van ambtswege aan de provinciegouverneur betekend wordt, alsook van het gebrek aan nietigverklaring, door laatstgenoemde, van de maatregel tot afzetting of ontslag van ambtswege. Het beroep wordt ingediend binnen een termijn van dertig dagen die ingaat op de derde dag na de dag waarop het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn het betrokken personeelslid kennis heeft gegeven van het feit dat de gouverneur bedoeld besluit niet nietig verklaard heeft. Het personeelslid betekent zijn beroep aan de Regering en aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn uiterlijk de laatste dag van de beroepstermijn. ».

Art. 6. In artikel 78, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « na advies van het gemeentelijk college » opgeheven.

Art. 7. In artikel 79 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 2 april 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, wordt punt 1° opgeheven;

2° in paragraaf 3, tweede lid, wordt punt 1° opgeheven.

Art. 8. In artikel 88 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de leden 5 tot 10 opgeheven;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « in § 1 » vervangen door de woorden « in artikel 112bis »;

3° paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 9. In artikel 89 van dezelfde wet worden de leden 2 tot 5 opgeheven.

Art. 10. Artikel 90 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 110 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 110. Elk beroep wordt met redenen omkleed en binnen de voorgeschreven termijn ingediend. De dag van ontvangst van het besluit wordt niet meegerekend in de termijn

Elk besluit van de toezichthoudende overheid wordt uitdrukkelijk met redenen omkleed en aan de betrokken autoriteit en, desgevallend, aan de belanghebbenden betekend.

Elke kennisgeving wordt op straffe van nietigheid uiterlijk op de vervaldag van de termijn verstuurd. De Regering kan de kennisgeving langs de elektronische weg organiseren overeenkomstig de modaliteiten die zij bepaalt. ».

Art. 12. Artikel 110bis van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 110bis. § 1. De termijn gaat in de dag waarop de toezichthoudende overheid de akte samen met de bewijsstukken in ontvangst neemt.

De dag van ontvangst wordt niet meegerekend in de termijn.

De Regering kan toestaan dat de akte en de desbetreffende bewijsstukken langs de elektronische weg aan de toezichthoudende overheid overgedragen worden overeenkomstig de modaliteiten die zij bepaalt.

§ 2. De vervaldag wordt meegerekend in de termijn. Als die dag evenwel een zaterdag, zondag of feestdag is, wordt hij naar de eerstkomende werkdag verschoven.

Onder feestdag in de zin van dit decreet wordt verstaan : 1 januari, Paasmaandag, 1 mei, Hemelvaart, Pinkstermaandag, 21 juli, 15 augustus, 27 september, 1, 2, 11 en 15 november, 25 en 26 december alsook de dagen bepaald bij decreet of besluit van de Regering.

De berekening van de termijn wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus. ».

Art. 13. Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk IX van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 2 april 1998, wordt vervangen als volgt « Algemeen vernietigingstoezicht op de akten van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ».

Art. 14. Artikel 111 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 111. § 1. De akten van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die betrekking hebben op de volgende voorwerpen worden samen met de desbetreffende bewijsstukken binnen vijftien dagen na de aanneming ervan aan de provinciegouverneur gericht en mogen niet uitgevoerd worden voordat ze zijn overgedragen :

1° het huishoudelijk reglement van de « Conseil wallon de l'action sociale » (Waalse raad voor sociale actie), alsmede de wijzigingen die erin worden aangebracht;

2° de toekenning van een bezoldiging, presentiegeld of om het even welk voordeel aan de leden van de raad voor sociale actie, het vast bureau en de bijzondere comités;

3° de toekenning van een bezoldiging of om het even welk voordeel aan de personeelsleden van het secretariaat van de voorzitter van de raad voor sociale actie;

4° wat betreft de akten i.v.m. overheidsopdrachten :

a) de toewijzing van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag, excl. btw, hoger is dan die opgenomen in onderstaande tabel :

	Open aanbesteding/ Open offerteaanvraag	Beperkte aanbesteding/ Beperkte offerteaanvraag/ Onderhandelde procedure met bekendmaking	Onderhandelde procedure zonder bekendmaking
Werken	250.000 euro	125.000 euro	62.000 euro
Leveringen en diensten	200.000 euro	62.000 euro	31.000 euro

b) het aanhangsel bij de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten bedoeld onder a) dat betrekking heeft op minimum 10 percent van het oorspronkelijke bedrag van de opdracht;

c) het aanhangsel bij de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag gecumuleerd met het bedrag van de opeenvolgende aanhangsels minimum 10 percent van het oorspronkelijke bedrag van de opdracht bereikt.

§ 2. De provinciegouverneur kan de akte waarmee een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de wet schendt of het algemeen belang schaadt geheel of gedeeltelijk nietig verklaren binnen een termijn van dertig dagen die ingaat op de datum van ontvangst van de akte en de desbetreffende bewijsstukken.

De provinciegouverneur kan de termijn die hem toegestaan wordt om zijn bevoegdheid uit te oefenen verlengen met een maximumduur gelijk aan de helft van de termijn bedoeld in het eerste lid.

De akte is niet meer vatbaar voor nietigverklaring als de provinciegouverneur zijn besluit niet heeft betekend binnen die termijn. ».

Art. 15. Artikel 112 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 112. § 1. De lijst van de besluiten genomen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, met uitsluiting van de besluiten tot individuele hulpverlening en tot terugvordering, wordt aan het gemeentecollege gericht binnen tien dagen na de zitting gedurende welke de besluiten worden aangenomen.

Het gemeentecollege kan verzoeken om één of meer besluiten die op de lijst opgenomen zijn. Dat verzoek wordt ingediend binnen tien dagen na ontvangst van de lijst. De dag van ontvangst van de lijst wordt niet meegerekend in de termijn. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn stuurt het besluit of de besluiten waarom verzocht werd aan het gemeentecollege binnen tien dagen na het verzoek. De dag van ontvangst van het verzoek wordt niet meegerekend in de termijn.

Het gemeentecollege kan bij de provinciegouverneur een beroep indienen tegen het besluit of de besluiten waarom het verzocht heeft. Dat beroep wordt ingediend binnen tien dagen na ontvangst van het besluit van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. De dag van ontvangst van het besluit wordt niet meegerekend in de termijn.

Na aanhangigmaking van het beroep eist de provinciegouverneur de akte en de desbetreffende bewijsstukken van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

§ 2. Onverminderd het evocatierecht van de provinciegouverneur, kan een raadslid van sociale actie of elke belanghebbende persoon bij de provinciegouverneur een beroep tegen een besluit van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn indienen binnen een termijn van dertig dagen, met ingang op de datum van aanneming van het besluit.

Na aanhangigmaking van het beroep eist de provinciegouverneur de akte en de desbetreffende bewijsstukken van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

§ 3. De provinciegouverneur kan de overdracht van elke beraadslaging en van de desbetreffende bewijsstukken eisen van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn met het oog op de uitoefening van het algemeen vernietigingstoezicht waaraan alle andere akten dan die bedoeld in de artikelen 112*bis* tot 112*quinquies* onderworpen worden.

§ 4. Overeenkomstig de paragrafen 1 tot 3 kan de provinciegouverneur de akte waarmee een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de wet schendt of het algemeen belang schaadt geheel of gedeeltelijk nietig verklaren binnen een termijn van dertig dagen die ingaat op de datum van ontvangst van de akte en de desbetreffende bewijsstukken.

De provinciegouverneur kan de termijn die hem toegestaan wordt om zijn bevoegdheid uit te oefenen verlengen met een maximumduur gelijk aan de helft van de termijn bedoeld in het eerste lid.

De akte is niet meer vatbaar voor nietigverklaring als de provinciegouverneur zijn besluit niet heeft betekend binnen die termijn. ».

Art. 16. Hoofdstuk IX van dezelfde wet, met het opschrift « Administratief toezicht », wordt na artikel 112 aangevuld met een afdeling 2*bis* « Bijzonder goedkeuringstoezicht op de akten van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ».

Art. 17. In afdeling 2*bis*, ingevoegd bij artikel 16, wordt artikel 112*bis*, ingevoegd bij het decreet van 2 april 1988 en gewijzigd bij de wet van 7 januari 2002 en het decreet van 8 december 2005, vervangen als volgt :

« Art. 112*bis*. § 1. De akten van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn betreffende de begroting van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bedoeld in artikel 88, § 1, worden voor 15 september van het jaar dat aan het boekjaar voorafgaat ter goedkeuring aan de gemeenteraad voorgelegd.

Die begroting wordt door de voorzitter besproken tijdens de zittingen van de gemeenteraad op de agenda waarvan zijn goedkeuring opgenomen is.

De gemeenteraad neemt zijn besluit binnen veertig dagen na ontvangst van de akte en de desbetreffende bewijsstukken.

De gemeenteraad kan de termijn die hem toegestaan wordt om zijn bevoegdheid uit te oefenen verlengen met een maximumduur gelijk aan de helft van de termijn bedoeld in het derde lid.

Bij gebrek aan besluit binnen die termijn is de akte uitvoerbaar.

De gemeenteraad kan op de begroting van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ontvangstenrangingen en uitgavenposten brengen, verminderen, vermeerderen of schrappen en materiële vergissingen rechtzetten.

De goedkeuring kan slechts wegens schending van de wet of benadeling van het algemeen belang geweigerd worden.

§ 2. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn waarvan de begroting vanwege de gemeenteraad het voorwerp heeft uitgemaakt van een besluit tot weigering van goedkeuring, een besluit tot gedeeltelijke goedkeuring of een besluit tot herziening, kan binnen tien dagen na ontvangst van het besluit van de gemeenteraad een beroep indienen bij de provinciegouverneur. Een afschrift van het beroep wordt uiterlijk de laatste dag van de beroepstermijn aan de gemeenteraad gericht.

De provinciegouverneur kan het besluit van de gemeenteraad al dan niet goedkeuren binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep, al naar gelang van het geval.

De gemeenteraad kan op de begroting van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ontvangstenrangingen en uitgavenposten brengen, verminderen, vermeerderen of schrappen en materiële vergissingen rechtzetten.

Bij gebrek aan besluit binnen die termijn, wordt het aangevochten besluit geacht verworpen te zijn.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 zijn toepasselijk op elke begrotingswijziging bedoeld in artikel 88, § 2.

§ 4. Als de raad voor maatschappelijk welzijn de begrotingen niet vastlegt of niet voorziet in een begrotingswijziging die nodig blijkt te zijn hetzij om het hoofd te bieden aan onvoorziene omstandigheden, hetzij om een erkende en opeisbare schuld van het centrum te betalen, wordt artikel 113 toegepast.

Als de raad voor sociale actie nalaat de begrotingen van het centrum vast te leggen binnen de termijn bepaald bij de wet, kan het gemeentecollege het centrum in gebreke stellen. Als de raad voor sociale actie nalaat de begrotingen van het centrum vast te leggen binnen twee maanden na de ingebrekestelling, kan het gemeentecollege in de plaats treden van de raad voor sociale actie en de begrotingen van het centrum in zijn plaats vastleggen. Die begrotingen worden door de gemeenteraad aan de raad voor sociale actie meegedeeld..

Tegen het besluit van de gemeenteraad kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een beroep indienen bij de provinciegouverneur, die over dezelfde bevoegdheid beschikt als die bedoeld in paragraaf 2. ».

Art. 18. Afdeling 2*bis*, ingevoegd bij artikel 16, wordt aangevuld met een artikel 112*ter*, luidend als volgt :

« Art. 112*ter*. § 1. De akten van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn betreffende de rekening bedoeld in artikel 89, eerste lid, worden voor 1 juni na afsluiting van het boekjaar ter goedkeuring aan de gemeenteraad voorgelegd. Het jaarverslag wordt ter bespreking van de rekeningen aan de gemeenteraad meegedeeld.

Die rekening wordt door de voorzitter besproken tijdens de zittingen van de gemeenteraad op de agenda waarvan zijn goedkeuring opgenomen is.

De gemeenteraad neemt zijn besluit binnen veertig dagen na ontvangst van de akte en de desbetreffende bewijsstukken.

De gemeenteraad kan de termijn die hem toegestaan wordt om zijn bevoegdheid uit te oefenen verlengen met een maximumduur gelijk aan de helft van de termijn bedoeld in het derde lid.

Bij gebrek aan besluit binnen die termijn is de akte uitvoerbaar.

De goedkeuring kan enkel wegens schending van de wet geweigerd worden.

§ 2. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn waarvan de rekening het voorwerp heeft uitgemaakt van een besluit tot weigering van goedkeuring of een besluit tot gedeeltelijke goedkeuring vanwege de gemeenteraad, kan binnen tien dagen na ontvangst van het besluit van de gemeenteraad een beroep indienen bij de provinciegouverneur. Een afschrift van het beroep wordt uiterlijk de laatste dag van de beroepstermijn aan de gemeenteraad gericht.

De provinciegouverneur kan het besluit van de gemeenteraad al dan niet goedkeuren binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep, al naar gelang van het geval.

Bij gebrek aan besluit binnen die termijn, wordt het aangevochten besluit geacht bekrachtigd te zijn. ».

Art. 19. Afdeling 2*bis*, ingevoegd bij artikel 16, wordt aangevuld met een artikel 112*quater*, luidend als volgt :

« Art. 112*quater*. § 1. De akten van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn betreffende de vastlegging van de personeelsformatie alsook het statuut bedoeld in artikel 42, § 1, negende lid, worden onderworpen aan het bijzondere goedkeuringstoezicht van de gemeenteraad. Ze worden samen met de desbetreffende bewijsstukken aan de gemeenteraad overgemaakt binnen vijftien dagen na de aanneming ervan.

De gemeenteraad neemt zijn besluit binnen veertig dagen na ontvangst van de akte en de desbetreffende bewijsstukken.

De gemeenteraad kan de termijn die hem toegestaan wordt om zijn bevoegdheid uit te oefenen verlengen met een maximumduur gelijk aan de helft van de termijn bedoeld in het tweede lid.

Bij gebrek aan besluit binnen die termijn is de akte uitvoerbaar.

De goedkeuring kan slechts wegens schending van de wet of benadeling van het algemeen belang geweigerd worden.

§ 2. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn waarvan de akte i.v.m. de vastlegging van de personeelsformatie of het in artikel 42, negende lid, bedoelde statuut het voorwerp heeft uitgemaakt van een besluit tot weigering van goedkeuring of een besluit tot gedeeltelijke goedkeuring vanwege de gemeenteraad, kan binnen tien dagen na ontvangst van het besluit van de gemeenteraad een beroep indienen bij de provinciegouverneur. Een afschrift van het beroep wordt uiterlijk de laatste dag van de beroepstermijn aan de gemeenteraad gericht.

De provinciegouverneur kan het besluit van de gemeenteraad al dan niet goedkeuren binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep, al naar gelang van het geval.

Bij gebrek aan besluit binnen die termijn, wordt het aangevochten besluit geacht bekrachtigd te zijn. ».

Art. 20. Afdeling 2*bis*, ingevoegd bij artikel 16, wordt aangevuld met een artikel 112*quinquies*, luidend als volgt :

« Art. 112*quinquies*. § 1. De akten van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn tot oprichting van en participatie in de intercommunales, de projectverenigingen, de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII alsook in andere publiek- of privaatrechtelijke verenigingen of vennootschappen dan een intercommunale of projectvereniging, waarvoor de gemeentelijke financiën nodig kunnen zijn, worden onderworpen aan het bijzonder goedkeuringstoezicht van de gemeenteraad. Ze worden samen met de desbetreffende bewijsstukken aan de gemeenteraad overgemaakt binnen vijftien dagen na de aanneming ervan.

De gemeenteraad neemt zijn besluit binnen veertig dagen na ontvangst van de akte en de desbetreffende bewijsstukken.

De gemeenteraad kan de termijn die hem toegestaan wordt om zijn bevoegdheid uit te oefenen verlengen met een maximumduur gelijk aan de helft van de termijn bedoeld in het tweede lid.

Bij gebrek aan besluit binnen die termijn is de akte uitvoerbaar.

De goedkeuring kan slechts wegens schending van de wet of benadeling van het algemeen belang geweigerd worden.

§ 2. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn waarvan de akten tot oprichting van en participatie in de intercommunales, de projectverenigingen, de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII alsook in andere publiek- of privaatrechtelijke verenigingen of vennootschappen dan een intercommunale of projectvereniging, waarvoor de gemeentelijke financiën nodig kunnen zijn, het voorwerp hebben uitgemaakt van een besluit tot weigering van goedkeuring of een besluit tot gedeeltelijke goedkeuring vanwege de gemeenteraad, kan binnen tien dagen na ontvangst van het besluit van de gemeenteraad een beroep indienen bij de provinciegouverneur. Een afschrift van het beroep wordt uiterlijk de laatste dag van de beroepstermijn aan de gemeenteraad gericht.

De provinciegouverneur kan het besluit van de gemeenteraad al dan niet goedkeuren binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep, al naar gelang van het geval.

Bij gebrek aan besluit binnen die termijn, wordt het aangevochten besluit geacht bekrachtigd te zijn. ».

Art. 21. Hoofdstuk IX van dezelfde wet, met het opschrift « Administratief toezicht », wordt aangevuld met een afdeling 2^{ter} « Toezicht op de akten van de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII ».

Art. 22. Afdeling 2^{ter}, ingevoegd bij artikel 21, wordt aangevuld met een artikel 112^{sexies}, luidend als volgt :

« Art. 112^{sexies}. § 1. De akten van de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van deze wet die betrekking hebben op de volgende voorwerpen worden samen met de desbetreffende bewijsstukken binnen vijftien dagen na de aanneming ervan aan de Regering gericht en mogen niet uitgevoerd worden voordat ze aldus zijn overgedragen :

1° de samenstelling van de raad van bestuur en van de beperkte organen ervan;

2° de toekenning van een bezoldiging, presentiegeld of om het even welk voordeel aan de leden van de beheersorganen;

3° het huishoudelijk reglement van de beheersorganen;

4° wat betreft de akten i.v.m. overheidsopdrachten :

a) de toewijzing van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag, excl. btw, hoger is dan die opgenomen in onderstaande tabel :

	Open aanbesteding/ Open offerteaanvraag, excl. btw	Beperkte aanbesteding/ Beperkte offerteaanvraag/ Onderhandelde procedure met bekendmaking	Onderhandelde procedure zonder bekendmaking
Werken	250.000 euro	125.000 euro	62.000 euro
Leveringen en diensten	200.000 euro	62.000 euro	31.000 euro

b) het aanhangsel bij de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten bedoeld onder a) dat betrekking heeft op minimum 10 percent van het oorspronkelijke bedrag van de opdracht;

c) het aanhangsel bij de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag gecumuleerd met het bedrag van de opeenvolgende aanhangsels minimum 10 percent van het oorspronkelijke bedrag van de opdracht bereikt.

§ 2. De Regering kan de akte waarmee een in hoofdstuk XII van deze wet bedoelde vereniging de wet schendt of het algemeen belang schaadt geheel of gedeeltelijk nietig verklaren binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de akte en de desbetreffende bewijsstukken.

De Regering kan de termijn die hem toegestaan wordt om zijn bevoegdheid uit te oefenen verlengen met een maximumduur gelijk aan de helft van de termijn bedoeld in het eerste lid.

De akte is niet meer vatbaar voor nietigverklaring als de Regering zijn besluit niet heeft betekend binnen die termijn.

§ 3. De akten waarvan geen sprake is in paragraaf 1 worden na beroep onderworpen aan het vernietigingstoezicht van de Regering. De nietigverklaring kan slechts wegens schending van de wet of benadeling van het algemeen belang plaatsvinden.

De Regering kan de overdracht van elke door haar bepaalde beraadslaging en van de desbetreffende bewijsstukken eisen van de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van deze wet.

De Regering kan de akte waarmee een in hoofdstuk XII van deze wet bedoelde vereniging de wet schendt of het algemeen belang schaadt geheel of gedeeltelijk nietig verklaren binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de akte en de desbetreffende bewijsstukken.

De Regering kan de termijn die hem toegestaan wordt om zijn bevoegdheid uit te oefenen verlengen met een maximumduur gelijk aan de helft van de termijn bedoeld in het derde lid.

De akte is niet meer vatbaar voor nietigverklaring als de Regering zijn besluit niet heeft betekend binnen die termijn. ».

Art. 23. Afdeling 2^{ter}, ingevoegd bij artikel 21, wordt aangevuld met een artikel 112^{septies}, luidend als volgt :

« Art. 112^{septies}. § 1. De akten van de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van deze wet die betrekking hebben op de volgende voorwerpen worden ter goedgekeuring aan de Regering voorgelegd binnen vijftien dagen na de aanneming ervan :

1° de aanneming of de wijziging van de statuten van de vereniging;

2° de algemene bepalingen inzake het personeel;

3° de jaarrekeningen;

4° deerschikking van leningen waarop werd ingeschreven;

5° de waarborgen op leningen.

§ 2. De Regering neemt haar besluit binnen veertig dagen na ontvangst van de akte en de desbetreffende bewijsstukken.

De Regering kan de termijn die hem toegestaan wordt om haar bevoegdheid uit te oefenen verlengen met een maximumduur gelijk aan de helft van de termijn bedoeld in het eerste lid.

Bij gebrek aan besluit binnen die termijn is de akte uitvoerbaar.

De goedkeuring kan geweigerd worden wegens schending van de wet of benadeling van het algemeen belang. ».

Art. 24. Artikel 114 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 25. Artikel 119 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 26. In artikel 122, eerste lid van dezelfde wet wordt het getal « 119 » vervangen door het getal « 112septies ».

Art. 27. In artikel 126 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragrafen 2 en 3 worden opgeheven;

2° in paragraaf 6 worden de woorden « in de §§ 2, 3 en 4 » vervangen door de woorden « in § 4 ».

Art. 28. In artikel 128, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 2 april 1998, worden het vierde lid opgeheven.

Art. 29. In artikel 131 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

4° in het tweede lid worden de woorden « en gemachtigd werd » geschrapt;

2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 30. In artikel 132 van dezelfde wet wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 31. Het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 2011 tot uitvoering van artikel 111, § 1, tweede lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt opgeheven.

Art. 32. Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement, 913 (2013-2014). Nrs 1 tot 3bis en 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 22 januari 2014.

Bespreking.

Stemming.